



## Les coops en résistance

**SYNDICALISME** ▶ Lors de leur 38<sup>e</sup> congrès, les caves coopératives ont dressé un constat d'échec de l'actuelle OCM. L'avenir doit être régulé.

Pour les caves coopératives, deux changements radicaux dans la politique agricole actuelle s'imposent. Il faut remettre en place des outils de régulation - voire en inventer d'autres - et définir ce qu'est une organisation de producteurs pour permettre un ciblage des fonds publics.

La table ronde organisée le 7 juillet en clôture du 38<sup>e</sup> congrès de la CCVF à Vichy a réuni des intervenants qui, chacun à leur façon, ont défendu la nécessité de cette nouvelle politique agricole. Pierre Pagesse, président de **Momagri** promeut une organisation mondiale de l'agriculture. Ses recherches

montrent qu'en « agriculture, plus on libéralise, plus les prix fluctuent ».

Thierry Coste, président du groupe de travail vin du Copacogeca, a rappelé l'utilité d'outils de régulation disparus ou appelés à disparaître : l'aide au stockage privé, la distillation de crise et les droits de plantation. Il a insisté sur l'importance de partir en rangs serrés avec les autres pays producteurs pour faire barrage à la libéralisation des droits de plantation programmée en 2015.

Michel Prugue, président du conseil permanent de l'Inao, a insisté sur la nécessité d'avoir des « outils de régulation réactifs ». Selon lui, les interprofessions sont les plus à même d'assurer cette réactivité...

Autant de discussions qui ont permis aux responsables de s'échauffer en vue des futurs débats de filière pour préparer la prochaine politique agricole commune, après 2013. Un challenge qui devrait débiter cet automne.

Aurélia Autexier

**« En agriculture, plus on libéralise,  
plus les prix fluctuent. »**